

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-pression-francaise-sur-l-Argentine-reste-bien-elevee>

La pression française sur l'Argentine reste bien élevée

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : jeudi 5 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, a considéré qu'il faut améliorer la situation des entreprises privatisées et des créanciers. Mais il a surpris par son appui en faveur l'Argentine au sein du FMI.

L'intérêt économique et politique de l'Europe pour renforcer ses liens dans la région, ainsi que la possibilité pour les sociétés concessionnaires de continuer à faire de bonnes affaires malgré le gel des tarifs, a imposé un climat cordial à la visite du ministre français Dominique de Villepin à Buenos Aires. La question des investisseurs français, dans une situation contestée par le Gouvernement, a été incontournable durant la rencontre que Nestor Kirchner et une partie de son cabinet ont maintenue avec l'envoyé de Jacques Chirac. Mais loin d'augmenter la tension bilatérale, la rencontre aurait servi à ce que la France confirme sa condition de pays amical et, par conséquent, son intention d'être patient. "La majorité des entreprises essayent de rester ", a affirmé le ministre des affaires étrangères de ce pays européen qui, comme il l'a rappelé hier, est un allié de Buenos Aires au sein du Fonds Monétaire International.

Peu avant le point de presse avec son homologue, Rafaël Bielsa, Villepin s'est réuni pendant presque une heure avec le Président, le sénateur Cristina Kirchner, le ministre de l'Économie, Robert Lavagna, et le chef de Cabinet, Alberto Fernández. Là, Villepin a reçu un dossier avec des détails du contrat de concession résilié sur le contrôle des ondes radioélectrique que la gestion menemiste avait signé avec Thales Spectrum, entreprise française à laquelle on impute aussi d'obscures agissements en France.

Mais sans faire mention expresse d'aucun nom, le ministre français a mis des compresses froides sur la situation pendant la rencontre avec les journalistes, quand il a clarifié que "la situation de chaque entreprise est différente". Une manière de signaler que ce dénouement n'a pas de raison de se répéter pour d'autres d'investissement français comme Edenor (EDF), sur le point d'être sanctionnée pour sa présumée imprévision qui a provoquée une coupure de courant ce week-end, ou de Suez, l'opérateur d'Aguas Argentinas, qui est mis en cause pour ne pas avoir respecté son plan d'investissements pour plusieurs millions. "Nous sommes des partenaires dans le futur de l'Argentine et c'est pourquoi utiliserons de l'énergie, de l'imagination et de la volonté pour résoudre ces problèmes", a soutenu Villepin dans un Espagnol impeccable. C'est alors que Bielsa a signalé que les deux ministres ont évoqué quelques " idées provocatrices " pour résoudre les différends avec les sociétés privatisées, bien qu'il ait ensuite éludé de spécifier quelle serait cette formule pour résoudre les différends actuels avec les investisseurs étrangers - qui ont déposés des recours devant le Ciadi, tribunal arbitral de la Banque Mondiale- puisque en occurrence elle n'aurait encore pas visa présidentiel.

La proximité de vue se situerait, selon Alberto Fernández à la mi-journée, dans le fait que la France soutiendra à nouveau à l'Argentine lors de la prochaine révision d'objectifs imposés pour l'accord signé avec le Fonds Monétaire International. Ce que le ministre français s'est occupé, en effet, à bien souligner en public , c'est que son pays a déjà soutenu la position argentine dans la récente révision, en s'éloignant d'autres pays comme l'Italie, le Japon ou la Grande-Bretagne, qui ont refusé cette approbation avançant l'argument que Buenos Aires devait auparavant améliorer l'offre faite aux détenteurs de bons en défaut.

La France n'exigera t-elle pas de l'Argentine de reformuler ses propositions aux créanciers et de mettre à jour les tarifs des entreprises publiques ? a demandé un représentant de la presse étrangère. "On a besoin d'améliorer ces situations. Mais il est aussi important que des pays amicaux avancent ensemble. Cela est plus facile que d'avancer avec le couteau sous la gorge", telle fut réponse du ministre français.

Probablement le gouvernement français a souscrit à l'idée qu'un plus grand effort budgétaire pourrait finir par être contreproductif pour l'objectif de remboursement de la dette : s'il on restreint plus les frais publics ou si on augmente la pression fiscale, cela pourrait noyer la relance, en grillant, en définitive, les possibilités d'honorer les obligations financières. Il est aussi certain que la France n'a pas un groupe de détenteurs de dette important et combatif comme d'autres pays du Premier Monde. Et, finalement, se lève aussi le drapeau de toute l'Union Européenne pour préserver de bons liens commerciaux avec l'Amérique latine, en empêchant, dans la mesure du possible, que les Etats-Unis consolident leur hégémonie à travers des accords bilatéraux ou l'Alca. "Nous voulons nous appuyer sur notre exigence commune d'un ordre multilatéral - a souligné Villepin - et nous saluons la création du G-20", en faisant allusion au groupe de pays, conduits par le Brésil et l'Inde, qui au sein de l'OMC s'oppose à faire des concessions si les puissances, à commencer par l'Europe elle-même, ne réduisent pas les subventions à l'agriculture.

Il est également vrai que, bien qu'ayant des recettes en pesos et des dettes en dollars, des tarifs provisoirement gelés et bien d'étant dans la mire d'un gouvernement qui avocation à « réviser », les actionnaires des privatisées continuent à jouir d'attractifs excédents opérationnels. C'est la principale raison pour éviter une rupture avec le Gouvernement.

Ils suivent la voie du Ciadi tout de même

"Nous voulons les défendre, en expliquant à nos amis argentins tout ce que les entreprises françaises ont payé pendant cette période difficile - en allusion à la dévaluation - et il est important que cette confiance soit prise en considération maintenant." Dominique Villepin a fait hier cette déclaration à l'ambassade de son pays, en montrant clairement qu'il est évident que le traitement cordial, ne suppose pas d'abandonner le lobby pour ses investisseurs, chose qu'effectuent avec enthousiasme les entreprises européennes.

Celles-ci, pendant ce temps, continuent à mener leur propre défense. Hier, tandis que le ministre français s'appliquait à des gestes gentils, la Saur, filiale du groupe Bouygues, a fait savoir à Paris que le 13 novembre 2003 elle a demandé un arbitrage au Ciadi pour la rupture de contrats dus à la dévaluation. L'entreprise française, propriétaire de 32 % des Oeuvres Sanitaires de Mendoza, a élargi ainsi la liste d'actionnaires de sociétés privatisées qui cherchent une compensation par le biais de cette voie peu amicale.

Choisir la BCRA et le Banco Nación pour négocier

Les députés nationaux Mario Cafiero et Claudio Lozano ont proposé que la Banque Centrale de la République Argentine (BCRA) et le Banco Nación (de l'Etat) soient les organismes désignés comme opérateurs de la restructuration de la dette en défaut, afin que l'État évite le paiement de plusieurs millions à titre de commissions et de frais divers à des banques étrangères.

"La décision des banques privées internationales de ne pas se présenter à la convocation effectuée par le Ministère de l'Économie et le Secrétariat de Finances pour former un syndicat de banques destiné à mener la restructuration de la dette en défaut confirme ce qui est déjà prévu en la matière et permet au Gouvernement de rectifier un des points faibles qu'exhibe sa stratégie de négociation", ont indiqué les législateurs.

Et ils ont ajouté que "il s'avère clair que les banques privées montrent avec cette décision leur importante perméabilité à l'intérêt des créanciers. Par conséquent, au lieu d'insister avec une nouvelle convocation, nous proposons que la Banque Centrale et Banco Nacion soient désignées comme opérateurs de la restructuration de la dette en défaut.